

FR La démocratie de l'apparence : quand le sourire vaut programme

Réflexion sur la crise française du vote rationnel à l'approche de 2027

Il y a une image qui devrait nous interpeller collectivement. Sur un panneau d'affichage électoral, un candidat au sourire éclatant promet « le renouveau, la confiance, l'avenir ». Au pied de l'affiche, des électeurs aux cœurs dans les yeux applaudissent et offrent des fleurs. Mais dans une petite bulle de pensée du candidat, une autre vérité s'échappe : « Et pendant ce temps-là, je vais vous tondre... ». En bas, en petits caractères : « Mais chut, ils ne lisent pas les programmes. »

Cette caricature, hélas, n'a rien de fictif. Elle illustre fidèlement ce que les sciences politiques nomment depuis des décennies la prime à la beauté en politique, et qui a structuré une bonne partie du paysage électoral français des dix dernières années.

I. Le précédent emblématique : les meetings de 2017

Souvenons-nous. Au printemps 2017, lors des meetings de campagne d'Emmanuel Macron, des dizaines de journalistes parcourent les files d'attente et les salles pour interroger les soutiens du candidat. Une question revient sans cesse, simple, désarmante : pourquoi soutenez-vous Emmanuel Macron ?

Les réponses, captées en direct par BFM TV, France Info, France 2, LCI, sont devenues un cas d'école que les étudiants en sciences politiques visionnent encore aujourd'hui.

- « *Il est jeune, il est beau, il a quelque chose.* »
- « *Il représente le renouveau, on a besoin d'un nouveau souffle.* »
- « *Il dégage quelque chose de différent, on lui fait confiance.* »

- « *Il est moderne, dynamique, il parle bien.* »

Ces réponses, dans leur grande majorité, portaient sur la personne du candidat, pas sur son projet. Et lorsque les journalistes poussaient l'interrogation un cran plus loin, « Quel est son programme précis sur les retraites, la dette, l'éducation, la fiscalité ? », la majorité des personnes interrogées répondaient par un silence gêné, suivi parfois d'un « *je n'ai pas vraiment lu les détails, mais j'ai confiance en lui* ».

Un sondage Harris Interactive de mai 2017 confirmait effectivement cette tendance : 57 % des Français accordaient leur confiance à Emmanuel Macron dès le lendemain de son élection, avant même qu'il n'ait engagé la moindre réforme, sur la base essentiellement d'une impression personnelle, d'un capital de séduction et d'une promesse abstraite de renouveau.

Cette confiance n'était pas fondée sur une analyse rationnelle du projet politique. Elle était fondée sur une émotion d'admiration.

II. Ce que la science nous dit du capital esthétique en politique

Le phénomène n'est ni français ni récent. Il est documenté par la recherche académique internationale depuis plus de cinquante ans.

Niclas Berggren, Henrik Jordahl et Panu Poutvaara, dans une étude publiée en 2010 dans le *Journal of Public Economics*, ont démontré sur la base d'une analyse de plus de 1 900 candidats que la beauté perçue d'un candidat lui apportait en moyenne 20 % de votes supplémentaires dans une élection compétitive, à programme et compétence équivalents.

Daniel Hamermesh, professeur à l'Université du Texas, a publié en 2011 un ouvrage de référence intitulé *Beauty Pays* (la beauté paie), qui démontre que l'avantage esthétique impacte non seulement les revenus professionnels mais aussi les carrières politiques, les jugements judiciaires et même les évaluations universitaires.

Caroline Keating, dans une étude publiée dans la revue *Political Psychology*, a montré que les électeurs jugent en moins d'une seconde la compétence présumée d'un candidat à partir de son seul portrait photographique, et que ce jugement instantané se révèle être un prédicteur étonnamment fiable du résultat électoral final. Autrement dit, la décision de vote se prend très largement avant même que l'électeur n'ait entendu un seul mot du programme.

Alexander Todorov, chercheur à l'Université Princeton, a confirmé ces résultats sur les élections américaines : la prédiction des résultats électoraux à partir uniquement des photographies des candidats, soumises à des étudiants n'ayant aucune information politique, atteint 70 % de fiabilité. La face du candidat, sa mâchoire, son regard, son sourire, déterminent l'élection bien plus que ses propositions concrètes.

Ces études ne sont pas anecdotiques. Elles sont publiées dans des revues à comité de lecture internationales, validées par des décennies de réplication scientifique, et elles convergent toutes vers une même conclusion : dans une démocratie médiatisée, l'apparence et le charisme l'emportent statistiquement sur le contenu programmatique.

III. Le coût démocratique et économique de la prime à la beauté

Tant que les enjeux politiques restent secondaires, le phénomène peut paraître bénin. Une démocratie peut survivre à un dirigeant médiocre s'il n'y a pas de crise grave. Mais lorsque les enjeux deviennent vitaux, comme c'est le cas pour la France contemporaine, la prime à la beauté devient un mécanisme de destruction collective.

Examinons le bilan économique français des huit dernières années, sur des sources rigoureusement officielles :

- **Dette publique** : 97,5 % du PIB en 2019, 117,7 % au troisième trimestre 2025 (Eurostat, janvier 2026). Une dégradation de 20 points en six ans, soit la plus forte de la zone euro après la Roumanie et la Pologne.
- **Dette absolue** : 3 482 milliards d'euros à la fin de 2025 (Banque de France). Soit une augmentation de 7,31 euros par habitant chaque jour, 2 670 euros par an, prélevés sur le pouvoir d'achat futur des Français et de leurs enfants.
- **Intérêts de la dette** : 74 milliards d'euros prévus pour la fin 2026 (Projet de loi de finances 2026), après 67 milliards en 2025 et 58 milliards en 2024. Ces intérêts sont devenus le premier poste budgétaire de l'État, supérieur à la Défense hors pensions.
- **Pression fiscale** : 45,3 % du PIB en 2024 (Eurostat), soit le 2^e rang européen derrière la seule Belgique, et 4,8 points au-dessus de la moyenne européenne.
- **Compétitivité fiscale internationale** : 38^e sur 38 pays de l'OCDE (Tax Foundation, 2025). La France est officiellement le pire pays de la zone OCDE en matière de compétitivité fiscale.
- **Défaillances d'entreprises** : 69 938 en cumul à mars 2026 (Banque de France, mai 2026), soit le plus haut niveau depuis trente ans. Augmentation de 15,3 % pour les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises sur un an.
- **Chômage** : 2,5 millions de personnes au sens du Bureau international du travail au quatrième trimestre 2025 (INSEE), taux de 7,9 %, en hausse de 0,6 point sur un an. Premier retournement de tendance depuis sept ans.
- **Halo autour du chômage** : 1,9 million de personnes supplémentaires qui souhaitent travailler mais ne sont pas comptabilisées dans les chiffres officiels. Soit en cumul plus de 4,4 millions de Français privés d'emploi qui en voudraient un.
- **Industrie** : la part de l'industrie dans le PIB français a chuté de 14 % en 2017 à environ 10 % en 2024 (INSEE, comptabilité nationale). Quatre points de PIB industriel perdus en huit ans, soit environ 120 milliards d'euros de valeur ajoutée évaporés.

- **Désindustrialisation symbolique** : Sanofi licencie 6 000 emplois en France alors que cette entreprise perçoit environ 100 millions d'euros de Crédit Impôt Recherche chaque année (rapport sénatorial 2024). Brandt, IKKS, Casa : ces fleurons industriels et commerciaux français ont fait faillite en 2025 pendant que le gouvernement multipliait les annonces de « réindustrialisation » sans contenu opérationnel.

Ce bilan n'est pas une opinion politique. C'est une accumulation de chiffres officiels, vérifiables sur les sites de l'INSEE, d'Eurostat, de la Banque de France, du ministère des Finances, de l'OCDE.

IV. Comment en sommes-nous arrivés là ?

La réponse honnête et désagréable est la suivante : nous y sommes arrivés parce qu'une majorité d'électeurs n'a pas voulu, ou pas su, ou pas pris le temps d'évaluer rationnellement les projets politiques qui leur étaient soumis.

Cette évaluation rationnelle suppose un travail intellectuel exigeant que la démocratie médiatique contemporaine ne facilite pas :

- **Lire les programmes électoraux**, qui sont publiquement disponibles, mais que moins de 10 % des électeurs consultent réellement avant de voter selon les études de sciences politiques.
- **Comparer les chiffres avancés** par les différents candidats avec les sources officielles (INSEE, Cour des comptes, OCDE, Eurostat). Cette comparaison demande du temps, de la rigueur, et une certaine culture économique.
- **Identifier les contradictions** dans les promesses (baisser les impôts ET augmenter les dépenses publiques ET réduire la dette est mathématiquement impossible sans gains de productivité considérables).
- **Évaluer la crédibilité opérationnelle** des engagements (un candidat sans expérience administrative peut-il réformer un État de 5,7 millions d'agents publics ?).
- **Se méfier du capital de séduction** et du storytelling médiatique, qui sont précisément les armes de la communication politique professionnelle.

Cette exigence est lourde. Elle suppose que le citoyen accepte de renoncer à la facilité émotionnelle du vote affectif pour assumer la responsabilité intellectuelle du vote rationnel. Cette renonciation est culturellement difficile, parce que l'émotion est plus rapide, plus simple, plus immédiatement gratifiante que la réflexion. Mais sans cette renonciation, la démocratie devient un jeu de séduction télévisuelle où les meilleurs communicants gagnent contre les meilleurs gestionnaires.

V. La leçon comparative : la Grèce qui se redresse, la France qui s'enfoncé

L'exemple grec est particulièrement éclairant. Étranglée par une dette publique de 207 % du PIB en 2020, la Grèce a réussi en cinq ans à la ramener à 149,7 % du PIB (Eurostat, troisième trimestre 2025), soit une baisse de 57 points. Elle affiche désormais un excédent budgétaire de 1,7 % du PIB pour 2025, contre un déficit de 5,4 % en France. Sa croissance économique s'élève à 2,3 % en 2024, soit le triple de la croissance française. Comment la Grèce a-t-elle réussi cet exploit ? Pas par la magie d'un dirigeant séducteur. Par des décisions politiques difficiles, courageuses, parfois douloureuses :

- Réduction de 25 % des effectifs publics entre 2010 et 2018 (OCDE)
- Fusion ou suppression de près de 400 organismes publics et collectivités (rapport Kallikratis 2010)
- Privatisation partielle de secteurs stratégiques (ports, aéroports, énergie, immobilier)
- Modernisation radicale de l'administration fiscale
- Réforme profonde du système de retraites

Ces décisions ont été imposées par la Troïka dans la douleur, parce que la Grèce avait perdu sa souveraineté budgétaire après avoir laissé sa dette dériver pendant des décennies. La France a aujourd'hui le luxe de pouvoir faire les mêmes réformes en pleine souveraineté politique, démocratiquement, sans tutelle extérieure. Mais elle ne le fera que si une majorité d'électeurs accepte de voter sur des projets crédibles, pas sur des sourires éclatants.

VI. L'enjeu de 2027 : restaurer la rationalité démocratique

L'élection présidentielle française de 2027 sera un moment de vérité. Tous les indicateurs économiques pointent vers une crise budgétaire majeure si la France ne se réforme pas en profondeur. Tous les démographes prédisent une explosion des dépenses sociales liée au vieillissement de la population. Tous les industriels confirment l'urgence d'une politique de souveraineté technologique face à la Chine et aux États-Unis.

Dans ce contexte, élire un candidat sur la base de son charisme télévisuel ou de son sourire éclatant équivaudrait à un suicide collectif différé. Les marchés financiers, qui financent la dette française, ne se laisseront pas séduire indéfiniment par le storytelling présidentiel. Les agences de notation, qui ont déjà dégradé la note souveraine française, ne tarderont pas à le faire à nouveau si aucune trajectoire crédible de redressement n'est tracée.

Pour éviter le pire, les électeurs français de 2027 devront accomplir collectivement un acte démocratique exigeant : voter sur la base de projets chiffrés, sourcés, vérifiables, et non sur la base d'impressions personnelles, de slogans creux ou de séduction médiatique.

Cela suppose de la part de chaque citoyen :

- De prendre le temps de lire les programmes des principaux candidats
- De vérifier les chiffres avancés sur les sites officiels (INSEE, Cour des comptes, Eurostat, OCDE)
- De comparer rigoureusement les engagements de chaque camp avec les contraintes budgétaires réelles
- De se méfier du marketing politique et privilégier la substance sur la forme
- De valoriser publiquement les analyses sérieuses, qu'elles viennent de la sphère politique, médiatique ou citoyenne

Conclusion

La caricature des électeurs aux cœurs dans les yeux, applaudissant un candidat séducteur qui leur murmure cyniquement « je vais vous tondre », n'est pas une attaque contre les électeurs. C'est un appel à leur lucidité.

Aucun citoyen français n'est intrinsèquement plus bête, plus crédule ou plus manipulable qu'un autre. Mais tous, sans exception, sommes soumis aux biais cognitifs documentés par la psychologie sociale : la prime à la beauté, l'effet de halo, le biais de confirmation, la paresse intellectuelle. Ces biais sont humains, universels, et ils ne sont vaincus que par un effort conscient de rationalité critique.

L'enjeu de 2027 sera de savoir si la France, collectivement, est capable de cet effort. Si elle continue de voter sur des sourires, elle se condamne à continuer d'être tondue. Si elle accepte de voter sur des projets, elle peut encore se redresser.

Le choix nous appartient. Il appartient à chaque citoyen, dans le secret de l'isoloir, mais surtout dans le travail intellectuel qui précède le vote, c'est-à-dire la lecture attentive des programmes, la vérification des chiffres, la comparaison des projets.

Il ne nous appartient pas d'être spectateurs du déclin. Il nous appartient de redresser la barre démocratiquement, avant que les marchés ou la rue ne s'en chargent à notre place.

Un citoyen autodidacte engagé dans le débat 2027